



Lettre n° 280 du 26 mars 2023

Macron-Darmanin, après leur 49.3, la politique de la matraque et des tensions Amplifions notre soulèvement social et démocratique, la question du pouvoir est posée

Le gouvernement, Macron et Darmanin portent l'entière responsabilité des affrontements provoqués par le déploiement d'un dispositif policier pour le moins disproportionné à Sainte-Soline, déploiement précédé d'une campagne visant à exacerber les tensions. Ils ont eu ce qu'ils voulaient, la mise en scène d'affrontements violents aux conséquences dramatiques. Cette politique de la matraque et de la tension vise à accréditer la dénonciation de prétendus « factieux », en l'occurrence l'extrême-gauche, qui voudraient utiliser la légitime révolte de la population contre la réforme des retraites pour déstabiliser l'État ! Elle vise à disqualifier toute revendication sociale, écologique, démocratique pour tenter de consolider un pouvoir vacillant. Elle vise à disqualifier notre mouvement pour essayer de briser son élan. Ridicule et dangereux ! Les manœuvres et exactions d'un ministre de l'intérieur et de sa police sont bien impuissantes à contenir le soulèvement de millions de femmes, d'hommes, de jeunes.

Jeudi dernier, « la foule », le monde du travail, les classes populaires, les jeunes pour lesquels Macron affiche son mépris, ont une nouvelle fois affirmé, par la grève et dans la rue, leur légitimité démocratique contre ce pouvoir qui ose les qualifier de « factieux » en identifiant nos mobilisations de masse démocratiques aux soutiens fascisants de Trump et Bolsonaro ! Notre soulèvement qui ne cesse de s'amplifier panique l'imposteur de l'Élysée que l'arrogance, le déni et l'insulte aveuglent. Dans son délire à vouloir mettre au pas Parlement, partis y compris le sien ou alliés, sa première ministre et ses ministres, les organisations syndicales et le pays lui-même, il s'isole et devient la cible de tous les ressentiments, de toutes les colères, concentre la révolte. Dernière provocation, il s'apprêtait à déployer les fastes de cette monarchie républicaine pour accueillir à Versailles le tout nouveau vieux roi d'Angleterre, Charles III, le rentier de Buckingham

Palace... Un minimum lucides devant l'image ridicule et dérisoire qu'ils allaient donner d'eux-mêmes et de leur vieux monde vermoulu s'affichant avec indécence, ils ont remis à plus tard leur sauterie...

« *Les aristos à la lanterne* » clamait le petit peuple des bras nus et des sans culotte, « *la foule* » de 1789, qui ont pris, les armes à la main, La Bastille pour balayer la vieille aristocratie décadente entretenue par la monarchie croulant sous les dettes et saignant le peuple. « *C'est une révolte, non Sire, c'est une révolution* », pouvait-on lire sur une banderole dans une manif, et c'est bien de ça dont Macron a la trouille comme il l'a eue le jour où il s'apprêtait à quitter l'Élysée en hélico par peur des Gilets jaunes... Oui, une nouvelle révolution est en marche, ici ainsi qu'en Angleterre, pour l'égalité et la justice contre la nouvelle aristocratie de l'industrie et de la banque, l'oligarchie financière qui dirige le pays et la planète, nous impose sa dictature.

« *L'émeute ne l'emporte pas sur les représentants du peuple* », martèle Macron pour se rassurer, mais ce n'est pas une émeute qui a eu lieu jeudi mais les puissantes manifestations dans tout le pays d'un soulèvement ouvrier et populaire en réponse aux provocations cyniques du petit roi de l'Élysée contre les plus faibles et les plus fragiles, celles et ceux qui doivent survivre avec le SMIC, le RSA ou les allocations chômage dans le même temps qu'il attaque les retraites.

Sa réforme n'a d'autre objectif que de servir les intérêts des grands patrons de la finance, des multinationales, c'est devant eux et eux seuls qu'il est responsable. Ce n'est pas demain que le gouvernement taxera leurs superprofits contrairement à ses propos mensongers. Être « impopulaire » n'est pas son problème, il est là pour servir les maîtres de l'économie, les quelques familles qui ont la main sur le pays. C'est d'eux qu'il veut la reconnaissance.

La police, la répression, une arme politique contre la population

Les matraques de sa police, sa violence, ses grandes manœuvres, télévisées en boucle par les médias, répondent comme un sinistre écho à ce mépris arrogant. Darmanin y déploie son zèle d'aspirant Premier ministre. La répression vise à faire peur, à intimider, à laisser croire grâce à la complaisance complice des médias que notre mobilisation, ce serait le chaos et le désordre alors que la police provoque et manipule pour tenter de nous discréditer et accréditer le mensonge et la calomnie selon lesquels nous serions des « factieux » en ciblant l'extrême-gauche directement désignée par Darmanin. Si les violences gratuites de certains totos ou autres blacks blocs prêtent le flan à la campagne du pouvoir posant au parti de l'ordre, il est difficile de ne pas voir qu'à l'origine des affrontements il y a la violence de la politique et de la police de Macron.

C'est bien le gouvernement et ses provocations, sa volonté d'exacerber les tensions qui portent la responsabilité des affrontements qui ont eu lieu samedi à Sainte Soline et de leurs conséquences dramatiques. Il utilise sa police comme une arme politique. Ces déploiements policiers et les manipulations médiatiques ne convainquent que du cynisme du pouvoir et de ses sbires. Loin de désarmer la colère et la révolte, ils exacerbent les tensions, contribuent à isoler le pouvoir au point que Macron s'est dégonflé d'aller soutenir l'équipe de France vendredi soir !

Le mouvement lui se renforce, s'est élargi au privé, la grève tient ici, commence ailleurs, la jeunesse entre dans la lutte. Il s'organise et se structure à la base, par entreprises, lieu de travail et d'étude, dans les villes et les quartiers, AGs, comités, interpros... Il prend conscience de sa force, de sa dimension politique, contestataire, l'assume et cherche une autre voie que l'impasse de la politique de l'intersyndicale. Nous sommes des millions à penser qu'il n'est pas possible de composer ni de reculer, mardi 28 sera une nouvelle étape vers la généralisation de la grève et des blocages, un nouvel élan dans l'organisation démocratique de la lutte. Nous serons des millions...

Pour éviter le naufrage, Macron s'accroche aux LR déjà coulés...

Après son 49.3 et l'allocution de Macron, le pouvoir n'a plus de marge de manœuvre, isolé, il est condamné à la fuite en avant ou à plier. La consultation du Conseil constitutionnel lui permet de gagner du temps. L'examen du projet de loi immigration, dénoncé dans la rue samedi, est repoussé, « *trop clivant* », découpé en tranches, en « *plusieurs textes* ». Macron voudrait éviter de raviver les luttes intestines au sein des Républicains éclatés en train de sombrer. Ils sont son dernier recours pour tenter d'avoir une majorité au Parlement en reconduisant la majorité de 9 voix de la motion de censure. Mais une majorité contre la censure ne fait pas une majorité pour gouverner face à un pays en révolte !

Le patron des sénateurs LR, Bruno Retailleau, s'est empressé de railler le « *saucissonnage* » de la loi Darmanin.

« *Emmanuel Macron renonce à un projet de loi sur l'immigration, qui est l'un des problèmes majeurs de notre pays. À la place, des petits textes à la découpe qui ne régleront rien... comme d'habitude* », et de promettre de « *durcir* » le projet du gouvernement. Aurélien Pradié, chef de file des LR qui ont voté la motion de censure, implore : « *Il y a des fractures dans le pays qui demain ne seront peut-être pas cicatrisables. Dans quelle démocratie va-t-on ? Les institutions sont en danger, Emmanuel Macron ne peut pas continuer à jouer avec le feu* ».

Tout ce petit monde panique devant une situation sans issue pour eux, craignant autant le statu quo qu'une dissolution de l'Assemblée, une issue possible pour Macron à moins de se réfugier dans l'impuissance et la paralysie face à un pays en ébullition.

Le Figaro du 22 mars écrivait dans son éditorial : « *Il n'y a pas que les banques qui, ces jours-ci, sont menacées de faillites. L'Assemblée est en surchauffe, la rue sous tension ; la cote d'Élisabeth Borne menace de s'effondrer, le président de la République a dilapidé tout son capital. Les députés de la majorité sont groggy, Aurélien Pradié et ses amis tournent comme des toupies, Jean-Luc Mélenchon est pris de fièvre révolutionnaire et Marine Le Pen attend tranquillement de tout racheter à la baisse. La politique française est au bord du krach. Au terme de son parcours législatif, la réforme des retraites est plus contestée qu'au premier jour. Elle agrège, malgré elle, les mille motifs de colère - inflation, normes, déclassement - qui traversent le corps social. Comme un aimant à l'attraction fatale, tout ce qui s'apparente à de l'antimacronisme vient s'y coller. La rage anticapitaliste et le ras-le-bol des actifs cohabitent dans le même tourbillon. Il faut d'urgence que chacun reprenne ses esprits* ». Sauf que la crise n'est pas une simple crise institutionnelle, elle est politique et sociale, l'un des acteurs principaux a fait le choix d'affronter le pays mais il lui faudra bien tenter de retrouver un minimum de stabilité politique si ce n'est une légitimité. Un simple remaniement n'y suffira pas et une dissolution ne ferait qu'accentuer la crise. Le pouvoir est pris à son propre piège.

... Et prépare le terrain à Le Pen qui s'y voit déjà

Marine Le Pen rêve de pouvoir ramasser les dividendes de la crise, jouant la représentante du peuple dressé contre la réforme injuste, responsable et dénonçant le chahut de la Nupes, respectueuse de la démocratie parlementaire, ce qui lui a valu d'être complimentée par Darmanin, et qui n'a pas hésité à voter une motion de censure dite « *transpartisane* » dont la signature lui avait été refusée sans que la motion déposée par le RN obtienne plus de 3 voix en plus de ses députés.

« *Je ne participerai pas à éteindre le feu* » a-t-elle affirmé pour ne pas se couper de la révolte tout en opposant les casseurs à la juste colère du peuple, faisant écho à Darmanin en incluant dans les casseurs, pêle-mêle LFI, l'extrême gauche et les blacks blocs... Le RN joue un double

jeu sans dire sa réelle politique pour centrer ses attaques contre Macron tout en restant prudent, affichant son respect du cadre institutionnel sans chercher à jouer la crise mais, au contraire, ménageant l'électorat de droite et du centre, il accuse Macron d'en être responsable : « *C'est le seul qui a les clés d'une crise politique qu'il a créée lui-même* ».

Le Pen surfe sur le mécontentement sans s'appuyer sur lui ni l'appuyer. La lutte est déjà trop avancée pour qu'elle puisse tranquillement en encaisser les dividendes en jouant les ambiguïtés sans avoir à s'expliquer sur sa propre position dans le conflit de classes en cours. Contrairement à des confusions qui peuvent troubler certains esprits dans le mouvement comme ce fut aussi le cas au sein des Gilets jaunes, Marine Le Pen est une adversaire résolue de nos exigences sociales et démocratiques. Sa détestation de Macron, obstacle sur le chemin de ses ambitions politiciennes, ne saurait masquer la réalité de sa politique et de ses préjugés réactionnaires de classe. Son racisme détestable est aussi un racisme social, comme toute la bourgeoisie elle méprise le peuple.

En réalité, notre mouvement est la seule réponse à la menace qu'elle représente pour la suite. Sa démagogie et ses faux semblants ne pourraient dévoyer la colère que si nous nous laissons détourner par la politique de la gauche syndicale et politique qui semble plus soucieuse d'éviter l'approfondissement de la crise que de faire céder Macron. L'issue politique à la crise est bien entre nos mains.

Tourner la page des journées d'action et des illusions parlementaires, une nouvelle étape de la mobilisation s'ouvre

Tous les acteurs institutionnels, partis ou syndicats sont dépassés par le mouvement qui gagne en force, en détermination, en profondeur, en organisation et en lucidité. Personne si ce n'est Macron ne veut l'affronter, tous veulent le canaliser, le capter politiquement pour leur propre fonds de commerce électoral, mais tous ont peur de se brûler les ailes. Y compris l'intersyndicale qui y est, elle, réellement engagée et seul réel interlocuteur de Macron.

Dans son communiqué publié au soir des manifestations du 23, elle annonce une nouvelle journée de grève et de manifestations, appelle à toutes les actions possibles en se gardant bien d'engager le bras de fer avec le gouvernement. Elle s'adresse au Conseil constitutionnel, reprend à son compte le projet avancé par la Nupes d'un référendum sur la réforme, un RIP (ou référendum d'initiative partagée), véritable mirage institutionnel sans issue. Et elle se garde bien de tout ultimatum intitulant son communiqué : « *La colère est légitime ! Le Président est irresponsable !* » pour développer : « *Jusqu'où est-il prêt à aller dans son aveuglement ? Ce n'est plus du mépris, c'est de la folie !* »

Alors que la crise sociale et politique s'installe, à quoi joue le chef de l'État ? Que cherche-t-il ? Des débordements

issus de la colère ? Son intervention aura produit l'effet inverse de ce qu'il recherchait, il redonne encore plus d'énergie aux salariés, aux jeunes, aux retraités et même celles et ceux qui jusque-là n'étaient pas sortis dans la rue vont le faire !

Il ne voit pas que rien n'entame la détermination de la population majoritaire jusqu'au retrait ! » Elle implore Macron de trouver une porte de sortie, « *une pause* » propose Laurent Berger qui s'est senti humilié quand Macron a dit lors de son interview « *Aucun syndicat n'a proposé de réforme* » et l'a accusé de « *mensonge* ».

Il quémande à nouveau d'être reçu à l'Élysée. Macron lui a répondu ainsi qu'à l'intersyndicale depuis Bruxelles lors d'une conférence de presse qu'il se tient « *à la disposition de l'intersyndicale* » pour discuter de « *l'usure professionnelle, les fins de carrières, les reconversions, les évolutions de carrières, les conditions de travail, la rémunération dans certaines branches...* ». Quant aux retraites, il attend le Conseil constitutionnel. Une nouvelle fois, il dit et redit qu'il n'y a rien à discuter.

Pour nous non plus, il n'y a pas de compromis possible, tout compromis serait une défaite et nous ne cherchons pas à offrir une porte de sortie à Macron. Notre motion de censure, c'est la grève pouvait-on lire sur de nombreuses pancartes, oui, notre motion de censure c'est la grève générale. Elle seule peut contraindre Macron à céder, ce qui veut dire aussi à trouver lui-même sa porte de sortie, la dissolution ou la démission !

Un moment de basculement qui pose la question du pouvoir

Macron, avec l'assentiment de ses commanditaires, a mis la barre au plus haut, le report de l'âge de départ à la retraite n'est pas négociable. Pour nous non plus, c'est non ! La lutte devient alors nécessairement une lutte politique, la bataille pour le retrait est indissociable de la bataille pour faire chuter Macron. C'est lui qui l'a voulu, nous devons être lucides et relever le défi.

Son choix n'est pas en réalité la conséquence d'une « folie », mais bien de sa volonté de mener sans faillir sa bataille pour la défense des intérêts des classes dominantes, préparer l'État et le pays à la suite alors que l'inflation galope, que la politique des banques centrales prépare une crise financière mondialisée et que la guerre est sans fin.

Et ce choix ne lui laisse pas d'autre arme que de mettre organisations syndicales et partis politiques, son opposition, devant leurs propres responsabilités en misant sur le fait qu'aucune de ces forces n'aura l'audace de mener la crise politique à son terme, renverser le gouvernement. Il sait très bien que même Le Pen se gardera bien de se comporter comme des factieux si tant est qu'elle en ait les moyens. Toute l'opposition syndicale et politique est trop respectueuse de l'ordre établi, des institutions pour ne pas craindre que la crise aille plus loin. Et aucun des partis parlementaires ne souhaite accéder au gouvernement porté par la colère et la révolte populaire, placé « *sous la pression de la rue* », même si la voie électorale institutionnelle

est respectée. Y compris à gauche, il n'est pas question que la révolution par les urnes puisse être emportée par le torrent impétueux de la révolte populaire au risque d'une... révolution. C'est bien pourquoi, aujourd'hui, Mélenchon est si prudent et se garde bien d'appeler à renverser le gouvernement. Bien au contraire, lui aussi s'en remet et en appelle à Macron : « *Il faut obtenir par la grève, par la mobilisation, le retrait du texte. Macron doit prononcer des mots simples : «Je retire le texte»* ».

D'une certaine façon, la politique de Macron, ce n'est pas le « *Moi ou le chaos* » de De Gaulle en 68, c'est moi et le chaos, vous n'avez pas le choix !

Le déploiement policier vient illustrer sa détermination, illustration concrète de son arrogance.

Le mouvement dans lequel nous sommes engagés n'a lui rien à craindre de défier l'ordre établi. Lui aussi n'a pas le choix, pour des raisons directement inverses à celle de Macron.

La première leçon des semaines passées, la veille du 28 mars, nous conduit à lier l'exigence du retrait de la réforme à des objectifs directement politiques parce que le pouvoir lui-même a fait de cette question une question politique. Le retrait de la réforme que seule pourrait imposer la grève générale, notre motion de censure, implique de renverser le gouvernement Macron-Borne parce que ce gouvernement a lié son sort à la défense des intérêts des classes capitalistes et privilégiées, à la réforme sur les retraites.

Refuser le départ à 64 ans, revenir à 60 ans, c'est refuser la logique financière du profit et de la concurrence, en finir avec la domination des multinationales de l'industrie et de la finance, c'est associer l'objectif du retrait de la réforme à celui d'un gouvernement issu de notre mouvement, représentatif de lui, placé sous son contrôle.

Le parlement ne nous représente pas, il est une machine où tout est conçu, rodé pour servir les intérêts de la mino-

rité qui a la main sur l'économie et contrôle la marche du pays.

La défense de nos retraites, de nos salaires et pensions, de nos conditions de vie et de travail est indissociable de l'émancipation de la société de la dictature de cette minorité pour conquérir la démocratie, c'est à dire le droit de celles et ceux qui produisent les richesses et assurent la marche de la société d'exercer leur droit de contrôle et de décision.

Cela ne pourrait être mis en œuvre et garanti que par un gouvernement démocratique des travailleurs issu de notre mouvement, émanant de ses collectifs, placé sous leur contrôle.

Il est vrai que, de ce point de vue, aussi rapide qu'ait été l'évolution de la lutte, nous n'en sommes pas encore là. Ce nouveau pouvoir est encore embryonnaire et, face à un adversaire qui concentre tous les pouvoirs entre ses mains, un succès sera difficile mais pas impossible. La simple crainte d'une telle issue, même si elle n'est pas encore mure, peut les obliger à faire des concessions pour gagner du temps, temporiser en cédant à la gauche, en répondant à ses appels à la raison.

Faire plier Macron, inverser le cours des choses dépendent de notre capacité à élargir le mouvement, à l'organiser démocratiquement pour discuter nous-mêmes de sa politique pour faire céder Macron et ses commanditaires, ce qui inclut de discuter aussi de la question centrale que pose la crise politique, la question du gouvernement, du pouvoir. Notre mouvement est politique, il nous faut l'assumer, faire de la politique, c'est à dire contester le droit des classes dominantes à diriger la société, contester leur pouvoir économique pour faire valoir nos droits. « *C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons* », la journée de mardi sera un nouveau pas dans l'affirmation de nos exigences sociales et démocratiques.

Yvan Lemaitre